





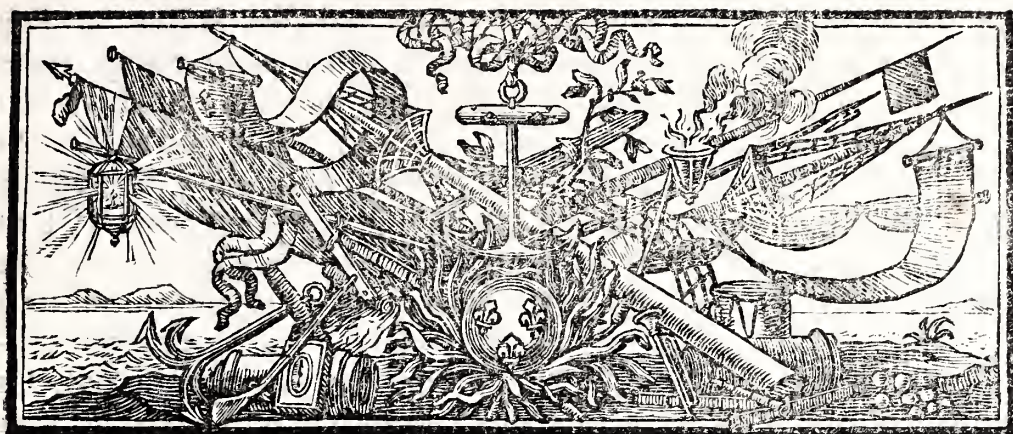
Case

F

39

.328

no. 41



A R R E S T  
DU CONSEIL D'ÉTAT  
DU ROI,

*Concernant le payement des Billets de Caisse de la  
Colonie de la Louisiane.*

Du 23 Mars 1769.

*Extrait des Registres du Conseil d'État.*

SA MAJESTÉ ayant depuis long-temps donné ses ordres pour se procurer une connoissance exacte des anciens Billets de Caisse, qui ont été distribués dans la Colonie de la Louisiane, en acquit des dépenses faites pour son service, afin d'en régler le payement suivant que sa justice le lui dicteroit; Elle a vu avec peine que quelques soins que se soient donnés ceux qui ont été chargés de l'exécution de ses ordres, ils n'ont pu parvenir à les remplir, par la dispersion des porteurs de ces Billets, en sorte que la conversion en Récépissés du Trésorier de ladite Colonie, qui avoit été ordonnée, n'a pu être effectuée en totalité, ce qui a

empêché jusqu'ici de connoître le montant desdits Billets, & d'en faire faire le paiement, suivant la réduction à laquelle Sa Majesté a cru devoir les assujétir, d'après le discrédit constant & exorbitant dans lequel ils étoient tombés dès avant l'année 1760; discrédit qui avoit tellement augmenté depuis cette époque, que Sa Majesté a été obligée de payer au double, & même beaucoup au-delà, tout ce dont Elle avoit besoin. Des motifs aussi certains de la perte que Sa Majesté a faite, seroient plus que suffisans pour la déterminer à ordonner une réduction proportionnée sur la valeur numéraire desdits Billets; mais Sa Majesté considérant que la privation des intérêts du capital de ces Billets pendant un certain temps, pouvoit mériter quelque attention, Elle s'est déterminée à traiter encore plus favorablement qu'ils ne devoient s'y attendre, les propriétaires desdits Billets, en réglant leur paiement d'une manière plus avantageuse. A quoi voulant pourvoir : OÙ le rapport; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a ordonné & ordonne :

#### A R T I C L E P R E M I E R.

LES anciens Billets de Caisse de la Louisiane, ou les Récépissés du Trésorier particulier de la Colonie dans lesquels ils auront été convertis, seront réduits aux Trois Cinquièmes de leur valeur numéraire.

#### I I.

LES porteurs desdits Billets ou Récépissés, seront tenus de les rapporter avant le 1.<sup>er</sup> Septembre prochain, au sieur Marignier, commis aux exercices du feu sieur Perichon, Trésorier général des Colonies, que le Roi commet à l'effet de les retirer & d'en payer le montant sur le pied de la réduction des deux Cinquièmes, en reconnoissances des Colonies produisant Cinq pour cent d'intérêts, & garnies de leurs coupons, dont le premier payable au mois de Juillet prochain.

#### I I I.

DÉFEND Sa Majesté audit sieur Marignier, de recevoir & de payer pour aucune somme desdits Billets ou Récépissés, déduction faite des deux Cinquièmes du capital qui lui sera représenté, si la réduction faite, ils se trouvent au-dessous de Cinq cents livres, sauf

à payer en argent les appoints au-dessus de ladite somme; qui ne pourront l'être en effets.

## I V.

ENTEND Sa Majesté que le produit de la réduction ci-dessus ordonnée, ensemble le montant des Billets ou Récépissés non représentés dans le délai prescrit par le présent arrêt, soit déduit sur les dépenses de la Louisiane, des exercices 1760, 1761, 1762 & 1763; se réservant Sa Majesté de régler à cet égard la comptabilité des Trésoriers généraux des Colonies.

## V.

SA MAJESTÉ considérant que dans le nombre desdits Billets, il auroit pu s'en trouver quelques parties qui auroient été judiciairement déposées avant l'année 1760, époque où leur discrédit est devenu excessif, son intention est de s'en faire rendre compte afin d'en ordonner, s'il y a lieu, le rétablissement sur un pied différent de la liquidation prescrite par le présent arrêt. FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le vingt-trois mars mil sept cent soixante-neuf. *Signé* LE DUC DE PRASLIN.



•

\_\_\_\_\_

038-

10



